

# TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

## Rentrée 60 ...

**P**ENDANT que les hommes étaient en vacances, le monde n'a pas chômé, et la rentrée est un moment propice au bilan. L'été s'est écoulé sous le signe du Congo et de l'O.N.U. Nous savions que l'année 1960, à cause de l'accession à l'indépendance des nouveaux Etats, devait être l'année de l'Afrique. Finalement c'est l'ensemble des pays sous-développés qui apparaît en mouvement.

Les récents événements du Mali sont un aspect du bouillonnement de l'Afrique et de la guerre froide qui s'y livre. Que peut la France dans ce monde mouvant alors qu'il est de plus en plus clair que la guerre d'Algérie pèse sur le destin de l'Afrique ?

Nous avons vu en juin le rideau se tirer sur l'échec de Melun. Sachant que l'un des protagonistes avait le génie des épisodes, nous attendions l'événement ou le demi-événement de la rentrée : nous avons eu une conférence de presse, fort bien mise en scène, mais il n'y a eu ni grand discours, ni grand geste de relance, rien qu'un défi à l'O.N.U. ...De Gaulle s'engage dans ses projets, mais nous savons, nous, que rien, y compris la guerre, ne peut rester statique. Aucune perspective de paix n'étant offerte, il est clair que ce sont les perspectives d'internationalisation de la guerre qui se profilent.

Rentrée manquée en Algérie, et pas très réussie, semble-t-il, en Europe. « ...Dans le ménage à trois Paris-Londres-Berlin, il y a bien sûr, dit un journaliste anglais, un mari trompé. La question est de savoir s'il est à Paris ou à Londres. » Ne donnons pas la réponse.

Constatons seulement que la Bundeswehr et Adenauer réclament des armes atomiques, tandis que certains revanchards parlent de plus en plus haut.

Constatons que de Gaulle refuse à la fois ce qu'il peut y avoir de supranational et de positif dans l'Europe des Six, mais maintient le principe étroit de cette Europe conçue comme une classique coalition d'Etats et non comme un rapprochement de nations.

Rentrée scolaire... là non plus, nos malheurs ne datent pas d'hier, mais d'avant-hier. Le manque de classes et de locaux actuel a été préparé de longue date : la V<sup>e</sup> République n'a fait qu'ajouter sa pierre, mais elle est de taille et couronne l'édifice : l'abandon de la laïcité, le partage des crédits déjà insuffisants avec l'école libre, les retards considérables d'un programme de construction pourtant jugé minimum, le refus de faire une véritable réforme de l'ensei-



gnement qui adapte l'Université aux besoins du monde moderne et qui, par une véritable démocratisation, l'ouvre à tous les enfants du peuple, tendent à détruire l'idée même d'école publique.

La rentrée sociale par contre appartient en propre au « système ».

C'est sa politique de blocage des salaires qu'il met lui-même en cause par les augmentations de prix qu'il décrète. C'est le budget qu'il prépare qui amènera aussi d'autres augmentations.

C'est enfin une politique d'ensemble qui se confirme quand, par exemple, le plan Rueff prévoit le sabotage du statut du fermage : on retrouve ici la

volonté de régler toutes les difficultés économiques en donnant le champ libre au capitalisme de monopole.

Mais, et c'est cela aussi la rentrée, les fermiers et les métayers ne se laissent pas faire : — « Nous résisterons au besoin par la force ! » s'écrient ceux des treize départements de l'Ouest.

Les travailleurs des villes, qui ont perdu les quelques avantages arrachés de haute lutte au printemps, ne resteront pas eux non plus immobiles.

—>  
S'il avait eu quelques bombes atomiques, si au moins il en avait demandé, M. Ferhat Abbas se serait assis à la place d'Adenauer. Ses partisans n'évoquent probablement rien à l'esprit du monarque.



«< A l'occasion de la venue de de Gaulle, l'alliance entre les uns et les autres s'est confirmée en Loire-Atlantique : elle s'étendra... Les mouvements revendicatifs dans les grands secteurs de l'Industrie et dans la fonction publique paraissent proches.

Action sociale, coordination, unité, partout nos militants sont bien placés pour jouer un rôle décisif même s'il n'est pas spectaculaire.

Pour notre Parti, il s'agit d'être au cœur du mouvement, de le transformer en contestation générale du régime.

Le refus du régime, c'est le refus de la guerre d'Algérie. Notre Parti est fermement décidé à prendre ses responsabilités.

Le Comité Politique National de notre Parti s'est réuni samedi et dimanche derniers. Il a pris à ce sujet des décisions particulièrement importantes exigées par l'urgence et la gravité des problèmes posés. Il a également décidé de lancer une campagne d'action pour l'aboutissement des revendications sociales.

Les fédérations et sections vont tenir leurs réunions de redémarrage et mettront au point l'action à entreprendre sur ces deux importants problèmes.

Il s'agit maintenant, partout, de coordonner les efforts, de renforcer l'action, de bien l'orienter.

Un Conseil National du Parti, composé des délégués élus de toutes les fédérations, se tiendra les 11 et 12 novembre à Paris. Il fera le point et précisera l'orientation du P.S.U. sur ces problèmes importants.

Une session nationale de formation de neuf jours s'est tenue dans la région parisienne début septembre. Une conférence des diffuseurs et responsables de « Tribune Socialiste » se tiendra le 15 octobre prochain.

Partout le Parti se renforce, s'organise, s'arme afin de faire face aux importants problèmes que nous pose cette rentrée.

Henri LONGEOT.

# DE LA "BONNE ALLEMAGNE" à l'Allemagne de Bonn

**L'**OPINION publique française, bercée depuis des années dans la quiétude d'une « bonne Allemagne » aliée, démocratique et pacifique, a tendance à voir dans le réveil du militarisme et de l'irrédentisme en Allemagne Occidentale un abus de confiance, une sorte de trahison.

Pourtant, il y a 10 ans déjà, l'écrivain allemand Eugen Kogon déclarait à la Sorbonne : « Ayez envers l'Allemagne une véritable confiance et une véritable méfiance, ni l'une sans l'autre, ni alternativement l'une et l'autre... Il dépend de vous autant que de nous que l'Allemagne d'aujourd'hui ne redevenue pas l'Allemagne d'hier, mais un partenaire responsable ».

**E**T, de fait, il n'y a pas davantage de « bonne Allemagne » que de « mauvaise Allemagne », il y a des données historiques et politiques, et c'est toute la politique atlantique des douze dernières années qui est pratiquement mise en cause : le réarmement « forcé » de l'Allemagne portait en lui-même sa fatalité, dont avaient conscience bien des Allemands ; et j'ai encore présente à l'oreille la voix de ceux qui suppliaient : « Ne permettez pas qu'on nous réarme ! ».

Le mémoire de l'état-major de la Bundeswehr, affirmant la nécessité d'une politique pro-atlantique et anti-communiste et réclamant un armement atomique, a marqué la rentrée de l'armée en tant que corps constitué dans la vie politique allemande. Y a-t-il tellement lieu de s'en étonner et de s'en indigner en France, où l'armée depuis 2 ans est partout présente et entend dicter sa loi à la nation ? Pourquoi donc les soldats citoyens allemands (ou plutôt pas les leçons que leur donnent ceux qui entendent s'ériger en leurs « maîtres en démocratie » ?

D'ailleurs, le ministre de la Défense Strauss, désireux de faire couvrir sa politique par l'armée (après les ennuis que lui valurent ses tractations pour l'octroi de bases en Espagne) et M. Adenauer lui-même n'ont-ils pas déclaré dans un communiqué : « Le jugement porté par les experts militaires sur les conditions d'une défense efficace coïncide entièrement avec la politique de sécurité menée depuis 5 ans par le gouvernement fédéral » ? (On sent déjà toutes les implications politiques et les arrière-pensées électorales sous-jacentes). Il fallait beaucoup de naïveté pour penser que les limitations imposées en 1954 par les accords de Londres et de Paris dureraient longtemps, comme si toute armée n'exigeait pas un jour ou l'autre un armement adapté à son époque !

Et prétendre, comme le faisaient les promoteurs de l'intégration de l'armée allemande au sein d'une armée « européenne » ou « atlantique », que cette armée, en l'absence d'autres intégrations politiques fondamentales, ne finirait pas par redevenir une armée allemande, relève de la candeur ou de la mauvaise foi.

Quoi qu'il en soit, les choses aujourd'hui sont claires : l'armée allemande dépasse dès maintenant 250.000

hommes, et atteindra 350.000 en 1963. Elle sera, à échéance assez proche, dotée de tous les armements classiques et atomiques qui lui manquent encore. Elle a déjà, par exemple, renfloué le sous-marin de 1.800 tonnes « Wilhelm Baur », sabordé en 1945, alors que les accords de Paris limitent à 350 tonnes le tonnage de ses sous-marins. Dans l'état actuel de la zone orientale, la République démocratique, que « Mitteldeutschland », c'est-à-dire l'Allemagne centrale ou moyenne, ce qui sous-entend une revendication latente à l'égard d'une Allemagne orientale qui ne peut être que celle d'au delà la ligne Oder-Neisse (on rappelle aussi à l'envi que certains territoires sont allemands depuis le XI<sup>e</sup> siècle)...



En manœuvres aujourd'hui, Bundeswehr 1960.

Si aujourd'hui ces revendications ont pris un accent plus décidé, c'est dans l'ordre naturel des choses — « qui sont ce qu'elles sont » — et conforme au poids nouveau de l'armée et de l'économie allemandes. (Ce n'est pas non plus par accident que le « père du miracle allemand », candidat chancelier probable en 1961, durcit soudain son langage !) Les panneaux rouge-noir-blanc foisonnent le long de la frontière entre la République fédérale et la République démocratique avec l'inscription « Dreiteilig ? — Niemals » (coupée en trois ? — Jamais !). Mais ils ne font que concrétiser des aspirations qui ne se sont jamais tues — mais qu'on jugeait inutile de nous signaler.

## Irrégentisme et revendications

Car les Alliés occidentaux ont constamment suivi la politique de l'autruche. De Gaulle lui-même, après avoir déclaré un jour qu'il considérait comme intangible la frontière Oder-Neisse (ce qui apportait un élément nouveau), n'a pas encore à notre connaissance répondu au questionnaire polonais de juillet dernier sur ce sujet — sans doute serait-ce mettre en cause le soutien d'Adenauer dont le général a bien besoin pour sa politique...

La vérité est que la politique actuelle est impuissante à régler un problème extrêmement difficile : l'Allemagne fédérale compte 12 millions de réfugiés sur 52 millions d'habitants, soit un quart des électeurs. (Il suffit de songer à l'Algérie pour comprendre le sens de ces chiffres !). Seule peut-être, une tentative sincère et réelle de réunification des deux Allemagnes pourrait apporter un embryon de solution : cette réunification — fatale — tout le monde s'en déclare partisan en Allemagne et chez les Alliés, mais qui la souhaite vraiment ?

Le Parti communiste et ses organisations annexes sont interdits en Allemagne occidentale, et ne peuvent donc s'y faire les apôtres de l'Est ; pour tout autre parti, ce serait un suicide politique que de s'alié-

ner les voix des réfugiés (et de beaucoup d'autres) ; ainsi la S.P.D. — seul parti d'opposition consistant — a-t-elle préféré pour la prochaine campagne électorale de 1961 s'aligner plus ou moins sur le programme de politique étrangère d'Adenauer, et a-t-elle choisi comme candidat chancelier le maire de Berlin-Ouest, Willy Brandt, symbole de la résistance à l'Est et de la politique atlantique, et qui rivalise de nationalisme et d'anticommunisme avec les chefs de la démocratie chrétienne (désarmés ainsi sur ce terrain d'attaque) ; de même, hélas ! la Social-Démocratie allemande, faute d'avoir su définir une politique étrangère originale, éloigne-t-elle encore les chances d'un virage politique susceptible de rapprocher la paix en Europe.

Car c'en est évidemment fini des campagnes contre le réarmement allemand (*Ohne mich* = « sans moi », des années 1950-53), contre la « mort atomique » de 1957 et 1958, et du plan S.P.D. de réunification progressive de mars 1959.

Réduits à leurs propres forces isolées, les Allemands hostiles à la remilitarisation et aux revendications territoriales — il y en a — sont désarmés devant la montée du nationalisme et de l'irrégentisme, cautionnés plus ou moins consciemment par les Alliés et les partis politiques. Pour la majorité des Allemands, le mythe de l'Occident se confond avec un anticommunisme partiellement hérité du national-socialisme, nourri par la guerre, l'occupation et l'écartèlement de l'Allemagne, assis sur des convictions religieuses ; ce dogme de l'Occident (*Das Abendland*) inclut la foi en une Europe garante des valeurs morales et culturelles, rempart contre le danger communiste.

C'est dans cette réaction psychologique, nourrie aux sources les plus diverses, nousée souvent (notamment à Berlin et le long des frontières de l'Est) jusqu'à une sorte d'hystérie, que réside le grand danger des années à venir ; c'est elle qui explique certaines initiatives — telles que la tenue à Berlin de congrès de réfugiés et même de sessions parlementaires fédérales — qui prennent pour l'observateur impartial allure de provocations.

Se boucher les yeux et les oreilles devant une telle situation, c'est jouer les apprentis-sorciers ; c'est cependant ce qu'ont fait depuis des années les responsables de la politique atlantique. Le jour viendra sans doute où, devant les explosions qui se préparent, ils diront : « Je n'ai pas voulu cela ! » et s'en laveront les mains en rejetant toute la faute sur les « mauvais Allemands ».

Mais quand se trouvent réunis dans un pays comme l'Allemagne tous les facteurs d'effervescence et de trouble que représentent Berlin, la coupure en deux républiques, 12 millions de réfugiés, un passé trop récent pour être tout à fait oublié, etc., c'est une faute et un crime que de ne pas tout tenter pour désamorcer cette conjoncture explosive. C'est une faute et un crime que de renforcer les tendances dangereuses au lieu de soutenir les forces de paix qui se trouvent là comme ailleurs, et qui se sont déjà, malheureusement par suite de notre politique, considérablement affaiblies depuis 10 ans.

Peut-être les avertissements qui nous parviennent en ces temps de surenchère électorale sur le réarmement et l'irrégentisme ouvriront-ils les yeux de certains responsables alors qu'il en est temps encore... Puisse-t-ils tout au moins convaincre les hommes de gauche et les socialistes de l'urgence qu'il y a à imposer la seule politique susceptible de mener à l'apaisement :

La recherche sincère d'une détente et d'un accord Est-Ouest, dans le cadre de la réunification des deux Républiques allemandes et d'une zone démilitarisée et désengagée en Europe centrale et orientale ; la mise en œuvre dans le monde — à commencer par la France et l'Algérie — d'une politique de paix et d'entraide en dehors des grands blocs militaires et du chantage à la guerre atomique, l'affirmation dans les faits des principes du socialisme international.

Henri HUMBLLOT



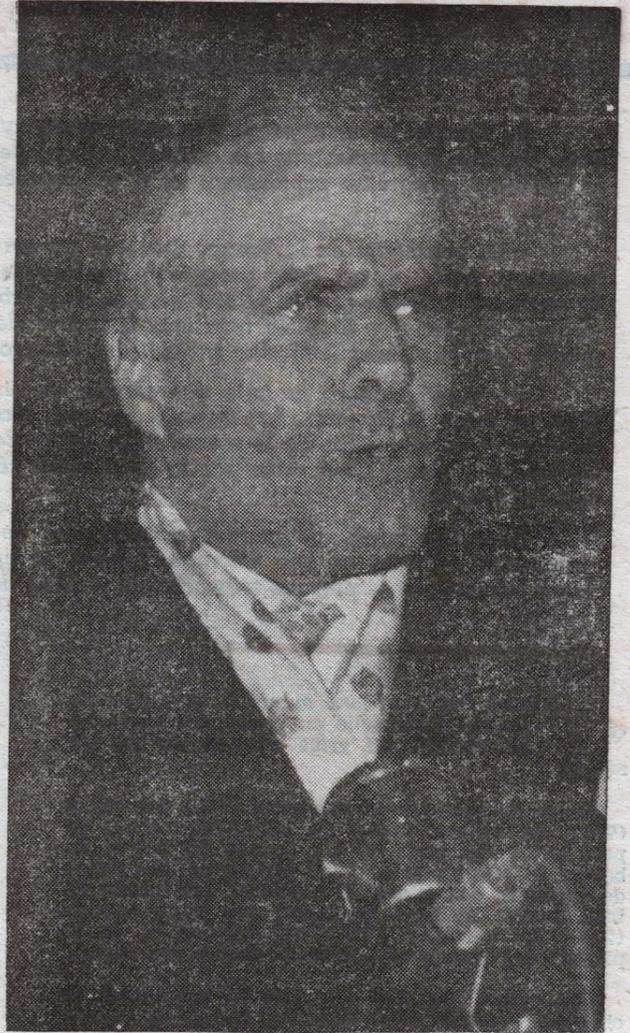
A Stalingrad hier, la Wehrmacht 43.

# Internationalisation de la guerre d'Algérie ou internationalisation de la paix ?

Mardi prochain 20 septembre, s'ouvre à New-York l'Assemblée générale de l'O.N.U. On n'y parlera peut-être pas immédiatement de l'Algérie que le désarmement et le Congo risquent de devancer à l'ordre du jour. Mais la coutume veut que d'abord, les chefs de délégations expriment leur point de vue devant l'Assemblée générale sur l'ensemble des problèmes à débattre.

Ces discours auront cette année une importance capitale à cause de la personnalité de leurs auteurs puisque l'ensemble des pays de l'Est, la plupart des pays non engagés d'Afrique et d'Asie, et peut-être quelques pays occidentaux seront représentés par leur premier dirigeant politique. Khrouchtchev, Gomulka, Tito, Nasser, sans doute aussi Soekarno et Nehru seront là.

Quelle est la situation en ce qui concerne l'Algérie à la veille du 20 septembre? L'Assemblée générale peut-elle faire avancer la solution ?



**N**OUS avons déjà dit, la semaine dernière, ce que nous pensions de la conférence de presse du 5 septembre. Comme l'a déclaré le Comité Politique du P.S.U., de Gaulle entend imposer sa solution et sa conception des rapports entre la France et l'Algérie, beaucoup plus qu'ouvrir avec les Algériens une négociation véritable. « L'Algérie algérienne », il entend la réaliser par les commissions d'élus, sous sa tutelle; il est prêt à accueillir le F.L.N. dans son système et conçoit l'autodétermination comme un plébiscite à la manière de celui du 28 septembre 1958 en France, pour consacrer juridiquement un état de fait.

Les discours de Bretagne n'ont rien apporté de nouveau. Certains, sensibles à l'accueil défavorable de l'opinion internationale, avaient suggéré à de Gaulle de lancer à cette occasion une nouvelle formule capable de créer une nouvelle attente, un nouveau « suspense » pour tenter de remonter le courant à l'O.N.U. D'où ce titre alambiqué du « Monde » du 9 septembre : « Les déclarations du Général de Gaulle donnent à penser qu'il songe à une trêve en Algérie ».

## RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE C. P. N. LE 11 SEPTEMBRE

« Le Comité Politique National du P.S.U. s'élève contre les poursuites engagées contre les hommes et les femmes qui sont accusés d'avoir aidé les nationalistes algériens. Le P.S.U. qui pose le problème des rapports entre la gauche française et le nationalisme algérien dans des termes qui ne sont pas ceux qu'envisagent les membres de réseau d'aide au F.L.N. tient à rendre publiquement hommage au courage et au désintéressement des inculpés qui ont choisi pour lutter contre la guerre d'Algérie une forme particulièrement dangereuse de combat. Il affirme que la justice militaire, organisme éminemment partial, simple exécutant politique du Gouvernement de l'Etat-Major n'a aucun droit moral ni à les entendre ni à les juger ni à les condamner. »

En fait, de Gaulle n'a cessé de répéter qu'il fallait que les interlocuteurs laissent le couteau à la porte de la conférence, ce qui revient à maintenir la position du gouvernement français qui a fait échouer les pourparlers de Melun : le F.L.N. devrait cesser la lutte — que cela s'appelle trêve ou cessez-le-feu — avant toute discussion et toute garantie sur les conditions de l'autodétermination.

En réalité, qu'on parle de trêve ou de cessez-le-feu, l'arrêt des combats ne peut être obtenu que par une discussion des conditions de l'autodétermination qui garantisse aux Algériens une consultation non préfabriquée. C'est cela que de Gaulle a refusé à Melun parce qu'il veut imposer sa solution. Faire croire qu'une trêve serait possible préalablement à la discussion, c'est encore créer des illusions.

On ne doit pas méconnaître que, si à l'étranger les dernières illusions sur la politique gaulliste semblent en voie de disparition, il n'en est pas de même en France. Le voyage en Bretagne a montré qu'une grande partie de la population fait encore confiance à de Gaulle, et à de Gaulle comme l'homme de la paix en Algérie. Toute l'habileté du général consiste d'ailleurs à continuer à se présenter comme « celui qui seul peut obtenir la paix en Algérie », en déformant systématiquement les faits et les responsabilités de l'échec de Melun (« le F.L.N. prétend décider seul de l'avenir de l'Algérie ») en simplifiant les données de la situation de telle manière qu'elles deviennent fausses (« la France donne l'Algérie aux Algériens », « on ne discute pas avec un couteau »).

Cependant, malgré le succès du voyage en Bretagne, la conférence de presse du 5 septembre marque un tournant dans la politique gaulliste. De Gaulle n'a plus l'initiative; il est désormais sur la défensive. Défensive contre l'étranger, contre l'O.N.U. La démystification de l'opinion peut être entreprise et progresser rapidement si les forces de paix en France savent prendre maintenant l'initiative. Pour cela, il est nécessaire qu'elles voient clairement les conditions nouvelles du conflit, et d'abord son internationalisation.

## Le projet Bourguiba

L'échec de Melun conduisait inévitablement à l'internationalisation du conflit. En cette année 1960, qui est marquée par la transformation de l'Afrique, cela signifie d'abord que les pays d'Afrique et surtout les pays de la Communauté devenus indépendants, ne peuvent plus demeurer neutres. Lors de son récent voyage à Paris, un journaliste ayant demandé à Modibo Keita sa position sur l'Algérie, le leader soudanais a répondu :

« Le Soudan n'a pas d'autre position que celle de l'Afrique tout entière ».

Mais le projet, annoncé le 3 septembre par Habib Bourguiba, d'union Algérie-Tunisie en une seule république fédérée apparaît aujourd'hui comme le moyen le plus rapide de cette internationalisation, obligeant l'opinion internationale à ne plus se contenter de vœux pieux, mais à intervenir effectivement. Il est clair en effet que les auteurs du projet escomptent Tunisie et l'intervention de l'O.N.U.

Il est probable que cette fusion n'interviendra qu'après la session de l'O.N.U. et en fonction de ses résultats. Certains y ont vu un simple chantage, une sorte de bluff. C'est sans doute méconnaître la situation nouvelle créée par l'échec de Melun. Le F.L.N. est en effet conduit à brève échéance à rechercher l'application du projet d'aide chinoise puisqu'il n'y a plus d'espoir de négociation dans l'immédiat. Or rien sans doute n'inquiète plus Bourguiba que la présence éventuelle des Chinois en Afrique du Nord. Devant un tel risque, il est conduit à tenter de prendre les devants, de renverser la situation en engageant la Tunisie dans la guerre pour obliger les Occidentaux et les puissances afro-asiatiques à intervenir avant les Chinois.

Le rôle joué par la Tunisie dans la crise congolaise favorise incontestablement la réussite d'un tel projet. Le représentant tunisien à l'O.N.U. M. Mongi Slim, a été le plus précieux soutien de M. Hammarskjöld depuis le début de juillet, et le Département d'Etat américain lui est fort reconnaissant d'avoir tout fait pour éviter la pénétration soviétique en Afrique centrale. Il apparaît peu douteux que le projet de Bourguiba de fusion algéro-tunisienne ait le soutien américain. Enfin il ne faut pas oublier qu'un tel projet ferait de Bourguiba le champion de l'idée d'unité maghrébine à une heure où les difficultés intérieures marocaines rendent difficile une initiative de Mohamed V.

Quelles que soient les intentions réelles de Bourguiba, et les influences des grandes puissances, les forces de paix en France doivent maintenant prendre conscience de la réalité : il y aura ou internationalisation du conflit ou internationalisation de sa solution. Nous avons lutté pour une négociation directe franco-algérienne, que le refus de de Gaulle à Melun a fait échouer. La paix et la reconnaissance des justes aspirations algériennes à l'indépendance passent maintenant par l'internationalisation. La garantie réelle d'une autodétermination véritable réside dans un contrôle international.

La seule chance pour l'avenir des relations entre la France et les états d'Afrique du Nord est donc dans l'ou-

verture d'un dialogue franco-maghrébin. De Gaulle n'en veut pas, et demande avec hauteur « qu'on le laisse faire seul ». C'est donc aux forces de paix en France à ouvrir la voie en faisant la démonstration devant l'opinion française que le dialogue franco-maghrébin est possible et qu'une lutte commune peut être menée pour la paix en Algérie et la reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même.

## L'internationalisation et l'opinion française

L'opinion française est mal préparée encore à cette situation nouvelle. De Gaulle dans sa conférence de presse comme dans ses discours a spéculé sur les plus bas sentiments : chauvinisme, mépris des nouvelles nations d'Afrique, anticommunisme, hostilité à l'O.N.U., pour amener le peuple français à se résigner à sa politique de repli orgueilleux sur « la France seule ».

Nous ne devons pas biaiser, comme l'ont trop souvent fait les forces de gauche depuis le début de la guerre d'Algérie; nous devons dénoncer ce chauvinisme et prendre position en faveur de l'internationalisation. Nous savons ce qu'est l'O.N.U. et le poids de l'influence des états capitalistes sur elle, comme on le voit aujourd'hui au Congo; mais le fait nouveau à l'O.N.U. et qui change peu à peu les choses, c'est l'action de plus en plus importante des états afro-asiatiques et des pays non-engagés. C'est de ce côté que doit se tourner la France de demain.

S'il faut expliquer le caractère positif de l'internationalisation et de l'action de l'O.N.U., il ne faut pas tout attendre. Dans la situation actuelle, de Gaulle peut encore se permettre de passer outre à un vote de l'O.N.U. Il ne le pourra plus si en France même le réveil de l'action contre la guerre qui s'est manifesté au printemps se confirme et se développe. Les mois qui viennent ont une importance énorme. Octobre et novembre ne doivent pas voir seulement l'internationalisation de l'affaire algérienne, mais aussi l'action unie des syndicats et des organisations de gauche dans les départements, la protestation et le refus des jeunes, le développement de la résistance à la guerre. C'est à ce prix que nous pourrions empêcher que devienne réalité cette prédiction qui illustre bien le drame actuel de la France, dans cette affiche de nos camarades de la Corrèze qui montre un Français tenant son enfant par la main et qui dit : « Lui aussi fera la guerre d'Algérie en 1981 ».

Jean VERLIAC.

## Un bluff parmi d'autres

# LA PROSE DE GAULLE

De Gaulle ne manque ni d'humour ni de cynisme, on le sait depuis longtemps. Mais à Saint-Nazaire, il a battu tous ses records, parlant de la « prospérité française » dans une ville où le chômage progresse rapidement et à un moment où les prix accélèrent leur course vers la hausse.

« La prospérité de la France doit être au service de tous », a déclaré sans rire le général-président. Mais où est cette prospérité introuvable, sinon dans les discours gouvernementaux ? Et comment affirmer que la nation partage équitablement son revenu, alors qu'en trois ans, le pouvoir d'achat des familles ouvrières a baissé de 3 à 4 % (et même à un moment, de 10 %), tandis que la productivité des travailleurs s'accroissait de 15 % ?

De Gaulle ignore la lutte des classes ou feint de l'ignorer. Il ignore l'exploitation capitaliste, ou feint de l'ignorer. Les travailleurs, eux, n'ont pas les mêmes raisons de l'oublier. C'est à la vigueur de leur lutte, ils le savent bien, qu'ils doivent les améliorations de leur sort, obtenues de temps à autre. C'est donc par la lutte qu'ils répondront cet automne au général et au patronat qui l'appuie.

Rien, du reste, ne permet actuellement de s'attendre à cette « prospérité » que de Gaulle prophétise du haut de son Olympe. Injuste, le système capitaliste est aussi très souvent inefficace. Les chiffres — presque tous officiels — cités dans cette page le prouvent abondamment.

« **T** IENS, ça a encore monté !... ». Cette réflexion, habituelle au retour des vacances est encore plus vraie cette année que les autres.

Hausse du pain (10 %), des pâtes (7 %), des loyers (7 %), du bifteck (5 %), du pôt-au-feu (5 %), du porc (5 %), des œufs (18 %), hausse du lait et du beurre, hausse (dans la région parisienne) des trains de banlieue, des cartes de métro et des tickets de bus, hausse de la taxe radio, des livres d'école (2 %), des cartables (5 %), des tabliers et de la plupart des vêtements d'écoliers. Quelle avalanche...

Et ce n'est pas fini : le lait va augmenter, le charbon et l'électricité aussi en raison du retour aux tarifs d'hiver. Les appareils ménagers et les casseroles vont suivre, leur prix ayant été libéré le mois dernier au moment où l'aluminium était majoré. Les loyers des immeubles relativement bien entretenus monteront d'un coup de 15 à 30 % du fait des nouveaux décrets. Le matériel agricole, dépense essentielle pour les cultivateurs, va lui aussi augmenter, à cause de la hausse de l'acier. Quant aux fruits et aux légumes, ils reprendront en octobre leur hausse saisonnière.

### Baumgartner truque l'indice au lieu de tenir les prix

Comme le dit M. Fontanet, ministre des Prix, « Le gouvernement est satisfait de constater la stabilité du coût de la vie ». On doit d'ailleurs ajouter que les prix qui augmentent le plus sont ceux des articles (ou services) qui intéressent le plus les budgets ouvriers : alimentation, transports, loyers... Cela est si vrai qu'en avril, l'Institut d'Observation Economique (I.O.E.), organisme privé spécialisé dans le calcul du coût de la vie, a noté que le budget du manœuvre avait augmenté de près de 3 %, tandis que celui du cadre n'avait pas varié. Pareille constatation avait été faite les années précédentes lors des périodes de hausse rapide des prix.

Certes, en cette année d'abondance, les prix de la plupart des fruits et légumes sont inférieurs à ceux de l'an dernier, période de sécheresse. Mais les indices officiels eux-mêmes constatent que cette baisse sur une petite partie des budgets ouvriers est plus que compensée par les hausses des autres denrées. C'est d'ailleurs pourquoi le seuil faisant jouer l'échelle mobile du S.M.I.G. a été franchi en juillet. Il l'aurait même été en juin si le gouvernement, reprenant les pratiques de Ramadier en 1956-57, n'avait truqué l'indice des 179 articles en abaissant de 10 % le tarif du gaz destiné aux économiquement faibles — les autres tarifs de gaz de ville qui ne figurent pas, eux, dans l'indice sont restés au même prix qu'avant. Cette astuce en a appelé d'autres : pour que la hausse des transports parisiens ne se sente pas, on a doublé la « prime de transports » versée aux salariés qui, dans l'indice, vient en déduction du prix réel des transports. De

## RÉSOLUTION du Comité Politique National

Le C.P.N. demande au Bureau National d'organiser une campagne d'actions pour l'aboutissement des revendications sociales :

- sur la base du programme du Parti et du communiqué publié, fin août, dans Tribune Socialiste.
- en soulignant les liens entre la situation économique et sociale et la guerre d'Algérie.
- en insistant sur les résultats déjà obtenus dans le domaine de la liaison masses ouvrières - masses paysannes.
- en utilisant les moyens suivants : Communiqués nationaux ; articles dans T. S. ; tract national ; affiche (si possible nationale) ; envoi de modèles d'affichettes aux Fédérations.

même, le prix des cahiers scolaires (qui figurent dans l'indice) est resté taxé tandis que les autres tarifs de librairie étaient rendus à la liberté... On peut maintenant s'attendre à d'autres « tripatouillages » de cette sorte dont le but est clair : empêcher, comme au temps de Guy Mollet, le S.M.I.G. et les bas salaires de suivre la hausse de coût de la vie. Selon l'image donnée à l'époque à la tribune du Parlement : « On trempe le thermomètre dans l'eau froide pour ne pas voir la fièvre du malade ».

### La production augmente le niveau de vie des salariés baisse

Ce malade, le salarié, comment son revenu suit-il l'évolution des prix. De juin 58 à mai 59, les salaires n'ont cessé de prendre du retard sur les prix. Depuis, grâce aux luttes syndicales, les salaires ont remonté leur handicap sur 1958 et même comblé leur retard sur 1957. Mais comme les prestations familiales n'ont pas suivi — elles n'ont augmenté que de 14 % en 3 ans, alors que les prix progressaient

### LES SUCETTES

Le mois dernier, notre gouvernement a majoré diverses prestations sociales. La presse a fait grand état de ces augmentations. Voici ce qu'elles représentent :

- Allocations familiales (5 %) : De 0 à 8 anciens francs par jour (selon le nombre d'enfants). A peine le prix d'une sucette.
- Allocations aux Vieux (7 à 10 %) : de 8 à 10 anciens francs par jour. Toujours la sucette.
- Allocation aux chômeurs (10 %) : 38 francs par jour. Quelques sucettes.

de plus de 30 % — le niveau de vie des familles de salariés du secteur privé reste inférieur de 3 à 4 % en moyenne à celui d'il y a trois ans, ce que reconnaît parfaitement le ministre du Travail, dans un document officiel que nous citons ci-dessous. Or, dans le même temps, la production industrielle a progressé de quelque 20 %. Qui donc a profité de cette production supplémentaire fabriquée par les travailleurs ? C'est une question que nous reposerons plus loin.

## COURT - CIRCUIT "DEBRÉ - TRAVAIL"

De façon très officielle, le gouvernement vient de démentir le gouvernement. Il ne s'agit pas d'un canular : les statisticiens ne sont pas des plaisantins. En tout cas, pas ceux-là, car il s'agit des très austères services du ministère du Travail qui ont infligé un véritable démenti à M. Debré et à son féal Giscard d'Estaing, en calculant que le niveau de vie des familles salariées était encore sensiblement inférieur à celui d'il y a trois ans. Le Premier ministre et le secrétaire d'Etat aux Finances n'ont plus qu'à mettre au panier leurs couplets boursoufflés sur l'élevation du niveau de vie des masses.

Ces chiffres officiels, les voici :

- Hausse des prix entre le printemps 1957 et juillet 1960 : 30,4 % (selon l'indice toujours officiel des 250 articles, car les indices des syndicats et de l'U.N.A.F. enregistrent une hausse sensiblement supérieure : environ 38 %).
- Hausse des ressources des familles d'ouvriers ou d'employés (7 salariés sur 8, dans l'Industrie et le Commerce) : de 23 à 25,7 %, selon le nombre d'enfants.
- Baisse du niveau de vie des familles d'ouvriers et employés par rapport au printemps 1957 : 3,6 à 5,7 % selon le nombre d'enfants, toujours.

Voici d'ailleurs les calculs détaillés pour les quatre cas moyens.

Familles de :	Hausse moyenne des prix (250 articles)	Evolution des ressources d'avril 57 à juillet 60	Baisse du niveau de vie
— 2 enfants :			
Paris ...	30,4 %	25,7 %	3,6 %
Province .	—	25,8 %	3,5 %
— 5 enfants :			
Paris ...	—	23,2 %	5,5 %
Province .	—	23 %	5,7 %

Si l'on faisait cette comparaison avec les indices des syndicats, et de l'U.N.A.F., la baisse du niveau de vie serait plus forte : entre 8,8 et 10 %. La cause est donc entendue... Il ne s'agit-là, d'ailleurs, que de moyennes calculées pour l'ensemble des régions, des industries et des qualifications. Bien sûr, la baisse du niveau de vie est beaucoup plus importante dans les régions (telles que l'Ouest, Sud-Ouest, Vosges...) où les horaires ont diminué, ainsi que dans les industries (cuir, bois, houillères...) en perte de vitesse. Des baisses de 25 et même 30 % (compte tenu de la perte des heures supplémentaires mieux payées) ne sont nullement exceptionnelles. Elles sont compensées dans les industries et les régions en pointe par une légère amélioration du pouvoir d'achat.

PRODUCTIVITE : + 15 A 20 %

NIVEAU DE VIE : - 3 %

Pour nous en tenir aux chiffres moyens du ministère du Travail, la situation a-t-elle beaucoup changé depuis juillet ?

Les prix ont monté d'environ 0,5 % et les salaires horaires aussi. Quant aux prestations familiales, elles ont été majorées de 2 % pour la famille de deux enfants et d'un peu plus de 4 % pour cinq enfants. Bref, on peut estimer que la famille de deux enfants a rattrapé 0,5 % de son pouvoir d'achat en retard (les prestations forment cette fois la moitié du revenu).

La famille de deux enfants a donc encore, — en moyenne —, un niveau de vie inférieur de 3 % à celui d'il y a trois ans, et celle de cinq, un retard de 3 à 4 %. Pendant ce temps-là, la productivité de l'industrie française s'est accrue de 15 à 20 %.

On peut être sûr qu'elle ne s'est pas perdue pour tout le monde...

LES travailleurs du secteur public, et surtout semi-public, ont été encore moins bien traités que ceux du secteur privé. Un autre document officiel, établi cette fois par l'Institut de la Statistique, reconnaît qu'actuellement, le pouvoir d'achat d'une famille de fonctionnaires est inférieur de 5 à 6 % à celui d'il y a trois ans, s'il s'agit de petits fonctionnaires et de 2 à 3 %, s'il s'agit de fonctionnaires de grade moyen. Seuls, les hauts fonctionnaires qui ont fait l'objet de largesses de la IV<sup>e</sup>, puis de la V<sup>e</sup> République, ont amélioré leur niveau de vie ces dernières années.

La situation des salariés du secteur nationalisé est pire encore puisque les célibataires eux-mêmes y ont actuellement un niveau de vie inférieur (de 5 % environ) à celui de la mi-57. Pour les familles des travailleurs de ce secteur, le retard est approximativement de 8 à 10 %.

Résumons-nous : par rapport à 1957, le niveau de vie des familles de salariés a baissé de 3 à 4 % dans le secteur privé, de 3 à 6 % dans le secteur public et de 8 à 10 % dans le secteur nationalisé. Cela fait dans l'ensemble, compte tenu de la place de chaque secteur dans le total, une diminution du pouvoir d'achat des salariés de l'ordre de 4 %. Alors que la production industrielle progressait de 20 %, et l'ensemble de la production nationale (agriculture et « services » compris), de quelque 10 %. Qui donc a bénéficié de cet accroissement de production, puisque ce n'est pas les travailleurs ?

### Ceux qui profitent de l'exploitation des travailleurs

C'est l'Institut de la Statistique qui nous les désigne :

1) une première part est allée aux classes complètes du régime, patronat, actionnaires et dirigeants des entreprises capitalistes, commerçants et intermédiaires de toutes sortes, professions libérales...

Difficile à chiffrer, vu la fraude fiscale et le « secret des affaires », l'élevation du niveau de vie de ces diverses catégories s'est située entre 10 et 15 % (le pouvoir d'achat des agriculteurs, en baisse nette l'an dernier, se redresse cette année) ;

2) une seconde fraction est allée grossir le capital technique des propriétaires d'usines : elle a, en effet, été consacrée à accroître les investissements publics et privés, investissements sur lesquels, en régime capitaliste, les travailleurs n'ont aucun droit ;

# ÉRITÉ ULLE

- Les Prix montent par dizaines
- Le pouvoir d'achat des salariés est encore inférieur à celui d'il y a trois ans
- La production stagne et dans certaines branches diminue
- Seules, les classes complices du régime en profitent : patronat, commerçants, classes moyennes.

3) enfin, une troisième partie a servi à redresser la balance commerciale française (les exportations ont augmenté de moitié, égalant maintenant les importations en légers progrès), à rembourser une partie de nos dettes à l'étranger et à mettre de côté des devises (pour pouvoir, le cas échéant, importer davantage ou faire face à une évasion des capitaux étrangers, semblable à celle de 1936).

C'est cette dernière utilisation de la production fabriquée par les travailleurs, mais dont ils ont été frustrés, qui permet actuellement au gouvernement de crier à la victoire et au « redressement financier » en citant les 2 milliards mis de côté dans les caisses de la Banque de France.

C'est absolument vrai : ces 2 milliards de dollars

ont bien été gagnés par la nation grâce — pour l'essentiel — à des exportations plus massives. Mais c'est tout simplement parce qu'en laissant les prix monter nettement plus vite que les salaires, le gouvernement a empêché les travailleurs français de consommer eux-mêmes la production supplémentaire — ou son équivalent — qu'ils fabriquaient. Cette apparence de « prospérité financière » est simplement la conséquence de l'appauvrissement des familles salariées. C'est sur leur dos et celui des agriculteurs que les Pinay, Rueff et Baumgartner ont « redressé » les finances extérieures françaises. Ce serait vraiment un comble que, maintenant, le pouvoir vienne se targuer de ce « redressement » pour faire échec aux légitimes revendications des travailleurs qui l'ont permis et payé.

était professionnel, 86.730 s'il était manoeuvre. En moyenne, la famille nombreuse vivait avec 60 % seulement du minimum vital dans le cas du professionnel et 52 % dans celui du manoeuvre. C'est grand et généreux, le régime gaulliste... Qui le contesterait ?

Au total, on peut s'attendre pour les prochains mois à une très légère reprise de l'activité. A côté de secteurs en progrès (sidérurgie, métallurgie, biens d'équipement, chimie, verre, industries alimentaires, matières plastiques, papier), nous connaissons cependant des secteurs en recul (charbonnages et autres mines, matériel agricole, constructions métalliques, électro-ménagers, ameublement, chantiers navals). Certaines branches verront d'ailleurs à la fois l'expansion et la récession : le textile, par exemple, où bonneterie et dentelle seront en progrès, tandis que le coton, le lin seront en diminution et la laine en stagnation. Stagnation également dans l'automobile, la fonderie, le caoutchouc, la pharmacie, le pétrole...

65 % des ouvriers et employés touchent moins de 54.000 francs par mois

## ET VOUS ?

Voici, mis à jour à septembre, les chiffres officiels sur les salaires des travailleurs français de l'Industrie et du Commerce (en anciens francs) :

CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE	SALAIRE MENSUEL MOYEN	POURCENTAGE DE LA CATEGORIE GAGNANT PAR MOIS MOINS DE :		
		43.000	54.000	65.000
<b>Ouvriers :</b>				
Hommes .....	55.200	31,3 %	53,5 %	71,6 %
Femmes .....	36.200	77,4 %	91,9 %	97,1 %
<b>Employés :</b>				
Hommes .....	64.000	20,5 %	38,7 %	59,4 %
Femmes .....	49.300	40,9 %	63,7 %	81,4 %
<b>Cadres moyens :</b>				
Hommes .....	112.600	6 %	10,7 %	16,9 %
Femmes .....	73.300	25,5 %	36,3 %	45,9 %
<b>Cadres supérieurs :</b>				
Hommes .....	227.000	1,2 %	2,3 %	3,7 %

Pour 100 salariés du secteur privé, on compte, rappelons-le : 68 ouvriers (dont 14 femmes), 19 employés (dont 10 femmes), 9 cadres moyens et 4 supérieurs. Un rapide calcul montre que 65 % des ouvriers et des employés gagnent encore moins de 54.000 fr. par mois, tandis que 56 % des cadres moyens ou supérieurs touchent plus de 108.000 francs par mois.

## L'industrie française est sous-employée

Le « redressement financier » ne signifie d'ailleurs pas — nous l'avons déjà dit bien des fois — le redressement économique de la nation. Les finances sont bonnes, mais le pouvoir d'achat de l'immense majorité des Français est en baisse et la production a nettement tendance à stagner. Pas la production agricole, bien sûr, en progrès sensible cette année du fait d'un climat propice, mais la production industrielle.

En juin — dernier chiffre connu —, celle-ci était à peine égale à celle de novembre 1959, et inférieure à celle de décembre. De fait, le chômage, bien qu'en régression, est encore supérieur du tiers à celui d'il y a quelques années et les chefs d'entreprises interrogées par l'I.N.S.E.E. déclarent pouvoir produire actuellement — même sans embaucher de salariés supplémentaires — 9 % de plus (11 % dans les industries d'équipement, 12 % dans le textile, 13 % dans l'électro-ménager, 18 % dans le cuir).

Deux usines sur trois pourraient actuellement produire davantage si les clients le leur demandaient (1). Elles ont d'ores et déjà la main-d'œuvre nécessaire, ce qui laisse mal augurer de ce qui se passera quand, à partir de 1962-63, arriveront sur le marché du travail les fortes générations d'après-guerre, en quête d'emplois.

## Incertaine reprise à l'automne

P EUT-ON espérer voir la situation s'améliorer dans les prochaines semaines ? C'est ce qu'affirment avec d'autant plus de force qu'ils en sont moins convaincus les thuriféraires du régime. Examinons leurs arguments :

1) d'abord, disent-ils, les industriels du secteur privé ont annoncé la reprise pour l'automne. Qui peut être plus compétent qu'eux ?

L'argument ne pèse pas lourd, car les industriels se sont déjà trompés deux fois cette année : la grande majorité d'entre eux avaient pronostiqué aux enquêteurs de l'I.N.S.E.E. une forte reprise au printemps, et l'expansion pour l'été. Ni l'une ni l'autre ne se sont produites. Pour l'automne, un tiers seulement des chefs d'entreprises s'attend à

(1) En pleine récession au printemps 1959, la proportion était de quatre usines sur cinq.

la reprise. Compte tenu des précédents, celle-ci, si elle survient, ne sera que très modérée.

2) les exportations. Elles constituaient depuis un an le moteur de la production française. Or, elles s'essouffent dans deux secteurs essentiels : l'acier et l'automobile. On peut donc s'attendre qu'elles aient un rôle moins stimulant à l'avenir. Quant aux investissements, ils doivent progresser cette année de 5 % environ (en volume) sur 1959 qui était elle-même une mauvaise année, eux aussi constituent donc un stimulant assez faible.

3) Reste la consommation des familles : bien qu'en retard sur celle d'il y a trois ans, elle est, cet automne, en progrès sur celle du printemps (notamment dans l'agriculture, chez les classes moyennes et, dans une certaine mesure, les salariés. Cela devrait ranimer le marché et, par voie de conséquence, la production.

## LES FAMILLES OUVRIÈRES N'ONT MÊME PAS LE MINIMUM VITAL...

En 1950, la Commission supérieure des conventions collectives avait, après de longues discussions, établi le budget minimum du « manoeuvre léger », le fameux Zéphyr. Ce budget, la C.G.T. le chiffre chaque mois, en tenant compte de l'augmentation du prix des articles figurant dans ce budget de célibataire. A la mi-juillet, ce budget mensuel s'élevait à 39.305 anciens francs.

Or, puisqu'une famille ayant 2 enfants consomme — les statistiques l'enseignent — 2,7 fois plus qu'un célibataire, le minimum vital pour cette famille s'établit à : 39.305 × 2,7, soit 106.125 A.F. De même pour une famille de 5 enfants, qui consomme comme 4,2 célibataires, le minimum est de : 39.305 × 4,2 = 165.100 A.F.

Combien de familles disposent de ces ressources minima ? Les statistiques officielles ne le disent pas, mais ce qu'elles apprennent, c'est le montant du revenu mensuel moyen des ouvriers (secteur privé) — revenu qui est nettement inférieur à ces minima.

En juillet, la famille ouvrière parisienne de 2 enfants avait, en moyenne, un revenu mensuel (prestations familiales comprises) de 66.890 francs, si le père était professionnel, et de 56.000 fr. s'il était manoeuvre. Ainsi, la famille du professionnel avait un peu moins des 2/3 de ce qui est reconnu comme étant le minimum vital, et la famille du manoeuvre à peine plus de la moitié. La situation de la famille ouvrière de 5 enfants était pire encore. Ses ressources atteignaient en moyenne 101.070 francs lorsque le père

## La lutte quotidienne

Concrètement, cela veut dire pour les travailleurs que le risque d'une diminution des horaires (comme cela vient de se produire chez Renault) et dans certains cas, de chômage, va s'étendre à de nombreuses branches, tandis que d'autres verront au contraire les horaires s'allonger. Dans le plus grand nombre des cas, ce sera la stabilité, à un niveau d'emploi encore inférieur à celui des années précédentes.

Elle est donc loin, la « prospérité » qu'évoquent. De Gaulle et ses ministres féaux. Une fois encore, le capitalisme se révèle incapable d'utiliser à plein les ressources de la nation et d'assurer l'expansion durable et rapide de celle-ci. Une fois encore, le capitalisme répartit inégalement les fruits du travail des hommes, prélevant sur les petits de quoi enrichir davantage les gros.

C'est cette double constatation fondamentale que les militants du P.S.U. rappelleront à leurs camarades de lutte syndicale au cours des prochaines semaines. Pour nous, la lutte ouvrière qui commence sur les lieux du travail ne s'y termine pas et ne s'y limite pas aux questions de salaires ou de prestations familiales. Ce n'est pas seulement un peu plus de salaire direct ou différé que nous voulons, mais le renversement d'un système économique et politique injuste et très souvent inefficace.

La lutte quotidienne pour un peu plus de mieux-être ne peut être que le début du long combat pour le socialisme et la démocratie.

M. RUNGIS

## LE RÉGIME ET L'ÉCOLE

Cette année on prévoit pour la rentrée un rush de 9.540.000 élèves, soit 200.000 de plus, 20 % de la population ! L'enseignement du premier degré recevra 6.579.000 élèves, le second degré 850.000, le technique 375.000. Faute de place dans les lycées et collèges, on a ouvert de nombreux cours complémentaires, désormais « collèges d'enseignement général »... dans les locaux des écoles primaires. Ce qui les surchargera encore s'il était possible.

8.890 classes primaires, 1.540 classes maternelles nouvellement construites témoignent d'un effort certain. Mais le déficit pris en regard du Plan Le Gorgeu depuis quatre ans joue aussi : si comme cela semble admis, les crédits 1961 n'atteignent que 1,99 milliard de nouveaux francs sur les 2,40 demandés, la situation empirera encore.

L'appel de plus en plus fréquent fait aux « suppléants » ne remontera pas le courant. Il avait été demandé la création de 8.546 postes supplémentaires d'instituteurs, le budget en a accordé 5.250. Plus 2.000 postes en anticipation sur le budget 1960. Il existait 30.000 auxiliaires sur 220.000 titulaires. Combien cette année, bien que déjà, les prévisions laissent apparaître un déficit de 10.000 instituteurs suppléants.

Dans le secondaire on prévoit un déficit de 2.200 professeurs. Quant au Technique il n'est pas donné de chiffre. On indique seulement que près d'un tiers des postes est occupé par des non-titulaires.

L'adoption de la réforme de l'enseignement va entrer en application dans des conditions telles qu'on peut prévoir sans être grand clerc un semi-échec. Par exemple, dans le Technique on ne pourra recevoir tous les candidats, faute de places disponibles. Comme dirait le Père Ubu, il n'y a qu'une seule solution : prolonger le service militaire, le faire débiter à quinze ans.

Emile RIOUX.

# LA VIE DU PARTI

## Le STAGE NATIONAL de FORMATION et d'ETUDE

### PREMIÈRES CONCLUSIONS

LES camarades venus de 15 fédérations du Parti ont tiré, samedi matin, leurs propres conclusions d'une semaine de travail au Stage national de Formation et d'Etude qui vient de se tenir dans la région parisienne. La conception même de cette séance de clôture — séance de critique où l'initiative de la discussion passait aux stagiaires eux-mêmes — est un élément important de l'orientation du stage vers une méthode créatrice, non dogmatique.

Cette discussion à laquelle assistaient — outre le directeur et l'administrateur du Stage, le secrétaire national du Parti, plusieurs membres du Bureau national et du C.N.P., et des responsables du travail de formation —, nous livre les premiers résultats d'une réflexion profitable, nous semble-t-il, à tout le Parti.

On peut d'abord affirmer que, pour l'essentiel, les objectifs fixés au stage ont été atteints. Les stagiaires sont repartis avec la conviction qu'ils s'étaient préparés à affronter dans de meilleures conditions leurs tâches politiques. Améliorer la qualification politique de cadres du Parti, telle était en effet la première préoccupation.

En second lieu, le travail des moniteurs, parachévé avec le concours des stagiaires, a permis la mise au point d'une première série de documents qui seront utilisables par les fédérations et les sections.

Enfin, par son fait même, cette expérience permet de préciser les principes qui doivent fonder notre effort :

#### Une conception militante et non dogmatique

Les choix de principe et de méthode auxquels s'était arrêté le Bureau National sur la base des propositions de la Commission Nationale de Formation et d'Etude sont, dans leurs grandes lignes, légitimés. Ces choix s'organisent autour de deux données fondamentales :

- une conception militante,
- une conception créatrice et non dogmatique.

● **Une conception militante** : nous sommes un parti, un parti porteur de grands espoirs, face à des responsabilités immédiates et lourdes, très lourdes au regard de nos forces actuelles. Il faut sans tarder, par delà les décors « idéologiques » de la défaite politique de la gauche, donner les réponses aux problèmes décisifs de la France actuelle. Par cette considération se justifie le programme du stage : place prépondérante accordée à l'économie politique, abordée, pour des raisons pédagogiques, à partir de données concrètes ; importance réservée à une première approche du domaine sociologique contemporain ; accent mis dans la partie « histoire » sur les leçons des expériences récentes : 1920, 1936, 1945 ; volonté d'évoquer dès maintenant, sans préjuger en rien les choix que seul un congrès du Parti pourra arrêter, la question brûlante de la conception nouvelle du Parti, des rapports avec les organisations « spécialisées », notamment les syndicats.

Ainsi branchée sur l'activité même du parti et non sur des problèmes théoriques abstraits, la commission de formation, bien loin d'avoir à « enseigner » le parti, en est, en fait, tributaire. Il lui appartient seulement de systématiser, de diffuser les résultats d'un effort collectif. C'est ainsi qu'en particulier, sa documentation s'enrichira de tout le travail accompli par la commission économique, la commission ouvrière, la commission agricole. Comment pourrions-nous dans un « cours » d'économie ou de sociologie ouvrière, par exemple, enseigner autre chose que les conclusions des travaux de la commission économique ou de la commission « entreprises », ratifiées par les instances régulières du parti ? Cette liaison entre la commission nationale de formation et les autres commissions devra donc se perfectionner.

● **Une conception créatrice et non dogmatique** : la science, — les sciences politiques comme les autres —, ne progresse que par la confrontation permanente du « donné » ou plutôt de « l'acquis » théorique et de l'expérimentation. Il appartient à notre parti — et là encore lui seul peut le faire — il doit le faire —, non pas d'entreprendre (car l'en-

treprise a été amorcée voici longtemps déjà par de multiples cercles, revues, essais) de systématiser et de mener à son terme — pour l'époque actuelle — l'immense réévaluation théorique qui conditionne en partie le redressement politique du socialisme français. D'où cet échange permanent entre les moniteurs et les stagiaires réalisé pendant le stage et, maintenant, cet effort de mise au point des documents sur la base de l'expérience critique du stage (1). Il ne peut y avoir à aucun moment, à aucun degré, séparation entre l'enseignement et la recherche, car la valeur de notre « enseignement » se mesure d'abord au sérieux de notre permanente « recherche ».

#### Le plan de travail

C'est dans cette voie, nous semble-t-il, qu'il faut désormais poursuivre, avec la volonté d'améliorer sensiblement les premiers résultats acquis. Cela signifie d'abord que la commission nationale ne doit négliger aucune des compétences dont le parti est riche : toutes les forces qui ont conflué dans le P.S.U. doivent « donner » pour le succès de ce grand effort.

Les occasions ne manqueront pas de solliciter de multiples concours pour la réalisation du plan de travail des prochains mois :

— pour le début novembre, une première série de fiches de formation sera prête : économie, sociologie, histoire. Ces documents faciliteront l'organisation de cercles d'étude, cours, conférences par les fédérations et les sections ;

— dès maintenant, trois stages de formation régionaux sont prévus et les dispositions préliminaires arrêtées, pour l'Est, le Sud-Est, le Sud-Ouest. Ces stages se tiendront vraisemblablement à l'époque de Pâques. Les fédérations peuvent donc prendre les dispositions qui permettront d'envoyer à ces stages des militants capables et surtout prévoir la participation de travailleurs ouvriers et paysans ;

— mais la commission nationale est prête en même temps à aider les initiatives des fédérations ou, sur une base régionale, de groupes de fédérations. Au cours de la séance de clôture et de critique, samedi dernier, plusieurs de ces initiatives ont été évoquées : le centre de formation qui fonctionne depuis déjà un an dans la fédération de Seine-et-Oise ; le centre d'études socialistes de la Seine (qui envisage de développer considérablement ses activités pour l'année universitaire prochaine), le centre d'études politiques de Toulouse ; le cercle Jean-Jaurès de Bordeaux ; le centre de conférences de Strasbourg. Souhaitons simplement que toutes autres initiatives se fassent connaître, pour le plus grand bénéfice de tout le parti.

Et que l'élan même des luttes politiques soit un stimulant pour ce travail théorique de formation et d'étude. En ce domaine comme en bien d'autres, il faut surtout entreprendre. C'est pourquoi, même en des délais très brefs, et en dépit des conditions d'improvisation qui nous étaient imposées, il fallait, dès cet été, tenir ce stage, et nous devons nous féliciter qu'il se soit tenu.

Nous n'avons, là comme ailleurs, rien à craindre que l'hésitation, le manque de confiance et la sous-estimation de nos propres forces.

J. POPEREN.

(1) Notamment lors des séances de l'après-midi, entièrement réservées à l'approfondissement collectif des deux ou trois « cours » du matin.

## L'avis d'un « stagiaire »

« Tribune Socialiste » a déjà parlé du premier stage national de formation organisé par notre parti du 3 au 10 septembre. Il s'est tenu en Seine-et-Oise, à une quarantaine de kilomètres de Paris.

Nous nous sommes retrouvés à 15, venant des quatre coins de France, avec des jeunes et des moins jeunes ; des étudiants au retraité notre moyenne d'âge ne dépasse pas 33 ans, témoignage concret de la jeunesse de notre parti.

Le stage était divisé en cinq parties :

L'initiation économique, partant de l'étude des budgets familiaux, de l'entreprise, en analysant le rôle économique de l'Etat, la croissance économique, aboutit à la planification française (comparée à la planification soviétique) et à la répartition du revenu national. Nos camarades Rungis et Servet, tous deux membres de la commission nationale de formation assurent ce lourd travail avec l'aide des deux spécialistes des questions économiques.

La deuxième partie consacrée à l'étude des Classes amène successivement l'analyse de la bourgeoisie (Vincent), des travailleurs et des transformations de la classe ouvrière (Naville) pour aboutir aux problèmes du gaullisme et des classes (Martinet).

Les questions agricoles sont abordées en deux temps : situation économique de l'Agriculture vue par un spécialiste et évolution sociale de la Paysannerie (Mallet).

La quatrième partie est une analyse des deux périodes d'histoire contemporaine : l'entre-deux guerres (Fallas) et l'après-guerre (Poperen).

Enfin la dernière journée de travail débutant par l'analyse des syndicats (Rino) et des organisations spécialisées (Belleville) nous conduit à étudier notre parti et ses problèmes (Depreux).

Pour être complet, il faut ajouter que chaque jour, en fin d'après-midi, des camarades viennent successivement traiter des questions actuelles ou pratiques : la décolonisation (Savary), le fascisme (Misrahl), les questions municipales (Beaunez), les élections (Desson), la propagande (Bourdette), la conduite des réunions.

La dernière matinée de ce stage est consacrée à la critique par les stagiaires eux-mêmes et à la discussion avec des camarades du bureau national et du comité politique. L'organisation est jugée parfaite malgré le prix de revient élevé. Remercions ici tous nos camarades qui ont apporté leur concours et en particulier Poperen et Servet lequel a assuré tout au long de ce stage l'animation et bon nombre d'exposés économiques.

La formule « Séminaire », sans possibilité d'évasions autres que la nature, est pleinement satisfaisante par les contacts et les discussions approfondies qu'elle facilite, créant une ambiance favorable au travail, liée à une meilleure connaissance réciproque. Il serait pourtant intéressant de consacrer une après-midi ou une soirée à des échanges avec des camarades de la région parisienne.

Pour ce qui est des cours, il faut reconnaître que nous avons été étonnés, surtout au début de l'initiation économique par un vocabulaire un peu trop technique, je veux dire trop « brutalement technique » ; il nous semble qu'il serait plus efficace, tout en essayant de trouver les termes les plus parlants, de mettre à la disposition des sessionnaires un petit « lexique ». De plus, cette partie économique nous paraît un peu « désincarnée » en particulier lorsque apparaissent des courbes sur la croissance ou le niveau de vie ; ces courbes permettent de tirer des conclusions particulièrement intéressantes sur le plan scientifique, mais il nous est un peu affolant de penser que l'on serait vite tenté d'oublier qu'il y a là en jeu le niveau de vie des travailleurs. Certains d'entre nous, au cours des premiers jours et surtout lorsque fut abordée la planification française, ont craint de se trouver devant une solution réformiste et technocratique ; cette impression a d'ailleurs progressivement disparu devant l'étude des phénomènes de classe et des engagements de masse. Je crois pourtant qu'il est né-

cessaire de faire état de cette impression, qui nous paraît pouvoir être éliminée si l'on place en début de stage un exposé sur l'aliénation ouvrière et sur les classes et si l'on met l'accent sur le fait que l'oppression du capitalisme et le dessèchement de la technocratie ne peuvent être sérieusement mis en cause que par une analyse de leurs mécanismes qui seule peut permettre à la classe ouvrière de les dominer et de s'en libérer.

Néanmoins cette initiation à l'économie est profitable, tant par l'ouverture sur les problèmes actuels par la sensation nette de la complexité de ces problèmes que par la densité des chiffres et des statistiques qui nous sont fournis.

Pour ce qui est de la partie consacrée à l'Agriculture, elle nous paraît bien équilibrée, et nous avons particulièrement apprécié l'exposé de notre camarade Mallet qui nous a tracé un vivant tableau des expériences coopératives paysannes, tentées ici ou là, qui pourraient bien être une amorce de solution rationnelle aux problèmes des travailleurs de la terre et peut-être une préparation au socialisme.

Enfin notre dernière critique sur les exposés touche la partie historique qu'il nous semblerait falloir orienter vers une étude plus détaillée des expériences politiques révolutionnaires (la Commune, le Front Populaire, la Libération de 1944).

Je crois aussi que je trahirai la pensée de mes camarades si je passais sous silence l'exposé de Belleville sur les organisations de masse (familiales, laïques, culturelles, du logement, etc.) où apparaît à la base une tendance vers un socialisme des besoins et dans lesquelles nombre de nos militants travaillent activement. Nous en sommes venus à insister particulièrement sur la nécessité de ce double engagement (à la fois dans le parti et dans les organisations de masse) seul susceptible de nous maintenir en contact permanent avec les masses et de les amener à une prise de conscience politique. Dans le même ordre d'idée, nous avons tous été vivement intéressés par la conférence de Beaunez sur les questions municipales suivie d'un compte rendu vivant de Mazot sur l'expérience du Raincy, où il a réalisé, avec quelques camarades, une enquête qui leur a permis ensuite de revendiquer avec succès logements, écoles, etc...

#### Un essai de démocratie réelle

Après la critique du stage proprement dit, nous avons envisagé les possibilités de travail de formation dans le parti. Il nous paraît intéressant que se constituent des commissions régionales de formation qui organiseraient des stages régionaux, que soient diffusées les expériences de base, réalisées ici ou là, que les sections fassent des journées d'études et réservent un temps de leur réunion pour la formation. De plus nous demandons à la Commission nationale d'éditer rapidement des fiches de travail.

Avant de conclure, je tiens à décharger l'impression commune qui fût la nôtre à l'issue de ce stage. C'est la sensation d'un essai de démocratie réelle. Le fait que le dialogue soit engagé entre les sessionnaires et les instances nationales du parti et qu'il soit tenu compte de ce dialogue pour améliorer le schéma de formation expérimenté, est un fait positif. Nous l'avons apprécié et nous souhaitons que cette recherche de la démocratie réelle soit une de nos grandes préoccupations.

Je ne voudrais pas terminer sans dire à tous mes camarades du Parti combien cette expérience nous a été profitable, tant par ce que nous avons acquis, que par le désir d'approfondir ces connaissances et par la conviction qu'il n'est pas possible de mener une action valable sans une culture politique de base. Aussi nous paraît-il indispensable que nos fédérations, nos sections aient ce souci majeur de la donner à nos militants. Quant à nos camarades militants nous voudrions les convaincre de tenter cette expérience enrichissante, oh combien complémentaire de leur action de masse.

Gérard DENECKER.  
(Fédération de la Corrèze).

#### PETITES ANNONCES

RECHERCHONS représent. V.R.P. tous départ., conserves poissons, etc. Ecrire agent général R. Bert, 348, r. d'Endoume, Marseille (7<sup>e</sup>).

#### TRIBUNE SOCIALISTE

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Rédaction : 8, rue Henner, Paris-9<sup>e</sup>. Tél. FIG. 35-54

Administration : 54, Bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>). Tél. SUP. 19-20-19-21.

Directeur-Gérant : Roger CERAT

Imprimerie René Boulanger  
60, rue René-Boulanger, PARIS-10<sup>e</sup>

Travail exécuté  
par des ouvriers syndiqués.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

.....  
déclare souscrire un abonnement de :

Soutien .....	30 NF
Un an .....	19 NF
6 mois .....	10 NF
3 mois .....	5 NF

54, bd Garibaldi - PARIS (15<sup>e</sup>) - C.C.P. 58-26-65

## La brochure contenant LES STATUTS DU P.S.U. est en vente au siège du Parti

8, Rue Henner

au prix de 0,40 NF l'exemplaire

20 % de réduction pour les envois groupés  
aux fédérations

C.C.P. Maurice Klein — PARIS 4435-35

# La rentrée scolaire

## TROIS MOIS SANS LATIN

**A**INSI la réforme Berthoin entre en application. Rappelons en quoi consistent les dispositions qui doivent entrer en vigueur ces jours-ci.

C'est d'abord la prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans. Mesure très théorique puisqu'elle ne touche que les enfants qui abordent cette année les classes primaires. Elle n'aura donc d'effet qu'en 1967.

C'est en second lieu la mise en place d'un cycle d'observation. On se souvient des longues querelles qui se sont déchaînées spécialement à l'époque où a été connu le projet Billères au sujet du tronc commun. Fallait-il ou non instituer un enseignement non différencié au niveau de la 6<sup>e</sup> et de la 5<sup>e</sup> pour tous les enfants avant de les engager dans la poursuite d'études classiques, modernes ou techniques?

La résistance d'une partie du personnel de l'enseignement secondaire, appuyée par la Fédération des Parents d'Elèves des Lycées et Collèges, a tenu en échec cette « restructuration » de notre système d'enseignement qui apparaissait comme la condition inéluctable de toute démocratisation authentique. De cette idée du tronc commun, il ne reste dans la loi Berthoin, hâtivement improvisée qu'une dérisoire concession : les trois mois sans latin au début de la 6<sup>e</sup>.

Durant ce premier trimestre, les élèves des lycées, des collèges techniques (appelés désormais lycées techniques) et des cours complémentaires, qui sont rebaptisés collèges d'Enseignement Général, recevront un enseignement identique qui consistera dans la révision des notions acquises dans les classes élémentaires. Cependant ils seront l'objet d'une observation systématique qui doit aboutir, à Noël, à un premier conseil d'orientation.

Le caractère illusoire de cette mesure saute aux yeux. A supposer que l'on puisse porter un jugement valable dans un délai aussi court, on ne voit pas comment une masse d'élèves pourrait, au 1<sup>er</sup> janvier, être appelée à changer de classe et même d'établissement. Il en résulterait non seulement des perturbations administratives insurmontables, mais aussi de graves dommages psychologiques pour les enfants, qui connaissent déjà, pour la plupart, de grandes difficultés à s'adapter à la classe de 6<sup>e</sup>. Tout porte à croire que les parents, les professeurs et l'administration s'entendront pour éviter un changement en cours d'année, ce qui ôtera toute signification à ce trimestre d'enseignement différencié et le fera apparaître comme une coûteuse perte de temps.

Il faudra bien abandonner cette solution soit en supprimant toute espèce de tronc commun, soit en étendant

ce tronc commun sur toute l'année. Partisans et adversaires vont s'affronter. On ne peut savoir qui l'emportera.

Moins spectaculaires, les mesures qui concernent l'établissement de la carte scolaire et une redistribution des classes et des établissements en fonction du cycle d'observation de deux années apparaissent beaucoup plus positives. Trois catégories d'établissements se partageront les élèves qui ont accompli une scolarité élémentaire normale :

— 1<sup>o</sup>) des groupes d'observation réunissant au minimum trois classes du niveau de la 6<sup>e</sup> et trois classes du niveau de la 5<sup>e</sup>, implantés dans les chefs-lieux de canton et permettant grâce au ramassage de recevoir les enfants de toutes les communes;

— 2<sup>o</sup>) des établissements groupés, où se juxtaposent des classes d'enseignement terminal, des classes secondaires et des classes techniques.

— 3<sup>o</sup>) dans les grandes villes, des établissements spécialisés (lycée, lycée technique, etc...).

La mise en place d'un tel réseau d'établissements offrirait des avantages incontestables : les disparités d'origine géographique se trouveraient réduites, les disparités sociales également, grâce au brassage d'élèves du technique, du secondaire et des enseignements terminaux dans une même enceinte. Les frontières aujourd'hui si bien gardées entre les diverses corporations d'enseignants s'estomperaient, pour le plus grand bien des élèves.

Mais toute la question est de savoir si ce dispositif, nécessairement coûteux en matériel et en personnel, a des chances de se trouver réalisé un jour et dans quels délais. Ce n'est pas sans lassitude que l'on revient toujours aux mêmes considérations : on ne fera rien de sérieux sans un accroissement considérable des crédits de l'Université et une revalorisation substantielle de la profession enseignante. Pense-t-on par exemple avoir résolu le problème des effectifs particulièrement important lorsqu'on se propose de faire de l'observation et de l'orientation, en prévoyant des travaux de groupe n'excédant pas 24 élèves, huit heures par semaine?

Bien intentionnés, les services du Ministère de l'Education Nationale ont eu tout le loisir de définir les structures favorables à une démocratisation de l'enseignement. Mais le gouvernement n'a pas voulu s'engager dans la voie d'une réforme véritable en optant pour la jeunesse et pour l'avenir. Quoiqu'on fasse, on n'évitera pas cette évidence.

E. VERRIÈRES



Une même école pour tous

## ON RENTRE... QUAND ON PEUT

**R**ENTRÉE scolaire : sujet traditionnel dont il faut bien parler; sujet bateau que le calendrier ramène à chaque automne. Il est vrai, si l'on en croit le plus sérieux des quotidiens du soir, que nous sommes cette année en l'an I de la réforme!

Cette réforme de l'enseignement dont il est parlé d'autre part, un mauvais esprit l'a comparée à je ne sais quel bizarre véhicule doté d'un moteur si faible et de freins si puissants qu'il n'y a rien à en attendre, et surtout pas d'excès de vitesse... mais revenons à la rentrée.

Elle a lieu, comme ses devancières, sous le double signe du nombre et de l'indigence : nombre des usagers, indigence des moyens, cela va sans

par Jean BINOT

dire : indigence quand ce n'est pas absence. Car ce gouvernement de la grandeur est ici celui de la tradition qu'il perpétue et qu'il accentue. Toutefois soyons juste, il vient d'innover : soixante-dix milliards pour l'école confessionnelle. On ne saurait en même temps faire plaisir à tout le monde.

A l'augmentation prévue du total des enfants poursuivant leurs études — près de deux-cent mille pour le seul enseignement public — il faut opposer la régression de l'effort en matière de construction et d'équipement ou, pour serrer la vérité de plus près, l'accroissement du retard par rapport aux besoins. Pénurie de locaux et pénurie de maîtres — sujet banal et rebattu — il y aurait à citer tant de chiffres dont la sévère éloquence fait pièce à l'optimisme du monarque en ses tournées triomphales! Il manquera, par exemple, trois mille instituteurs, tandis que, dans l'enseignement technique, faute de places et faute de maîtres, un enfant sur deux restera dehors. D'où le titre donné à cet article et qui n'est point hélas une boutade. Dans le second degré nul doute que la récente circulaire concernant les aumôniers fasse merveille et que la valse des étiquettes — collèges appelés lycées, cours complémentaires appelés collèges — fasse le reste ! Si l'on manque de mathématiciens on ne manque pas de circulaires.

J'entends déjà l'essai de réfutation possible : le mal n'est pas nouveau (vous en convenez vous-même) et il touche d'autres pays. Chaque année à pareille époque il est dénoncé, comme on parle de la sécheresse ou du privilège des bouilleurs de cru... moyennant quoi force vous est d'admettre que nous continuons d'exister — et que la terre tourne.

Assurément voilà qui est vrai, et d'une vérité aussi enrichissante, aussi exaltante et chargée d'espoir que les sentences dont on vient ces jours-ci d'enchanter nos oreilles : le chef de l'Etat dirige... l'âme de l'Etat (!)... la France a choisi d'être la France — et vive la Bretagne! Oui certes, la terre continue de tourner mais ce n'est pas nous qui allons explorer l'espace autour d'elle, spectateurs que nous sommes, spectateurs chétifs comme ailleurs, comme à Rome, et les pompeuses affirmations répétées au son du biniou n'y changent décidément rien.

Mais le devoir demeure, ingrat et difficile : informer l'opinion; obstinément l'instruire de ce problème capital et dramatique à plus d'un titre : la formation intellectuelle, technique et humaine de notre jeunesse, l'obligation impérieuse de la préparer à vivre dans un monde qui ne sera ni celui des kèpis ni celui des processions.

## TRIBUNE DU DIFFUSEUR

### LE MEMENTO

Comme nous l'avions annoncé dans le dernier numéro de juillet, nous avons envoyé à toutes les fédérations, aux responsables et diffuseurs des sections de vente de « T. S. » le MEMENTO DU DIFFUSEUR!

Dans un parti socialiste de gauche on se méfie — à juste titre — de toute bureaucratie dont on connaît trop les méfaits, mais lorsqu'un parti s'organise, il ne tombe pas forcément dans ce travers. Mieux, dans la mesure où nos militants seront organisés pour exécuter dans le minimum de temps les tâches administratives apparemment sans importance, ils auront d'autant plus de temps pour se consacrer à l'étude, à la propagande, à la réflexion.

Aucun travail n'est secondaire dans un parti politique, et si l'on veut construire le socialisme, il faut d'abord construire un parti efficace c'est-à-dire capable d'avoir des comptes équilibrés et un minimum de structures. Les sections les plus dynamiques sur le plan politique sont celles qui se sont organisées.

Et il nous faut, au milieu de l'indifférence de la majorité de nos compatriotes, mettre sur pied une organisation qui prétend instituer en France la première république socialiste. Mesure-t-on bien ce que cela signifie si on rechigne à s'installer, à tous les échelons des bases solides qui résisteront à tous les remous d'une vie politique que les plus optimistes d'entre nous ne peuvent envisager sans sursauts et troubles importants?

Le conseil de prendre connaissance de ce MEMENTO est d'ailleurs superflu pour la majorité des militants. Nombreux sont ceux qui nous ont déjà interrogés pour savoir

comment constituer leur fichier de lecteurs, leur réseau de diffuseurs, la vente à la criée, la meilleure façon d'organiser la petite vie administrative de T. S. à leur échelon.

A toutes ces questions nous avons essayé de répondre. Et maintenant nous attendons les premières réactions à la lecture de ce document. Nous en tiendrons compte dans l'édition des feuilles complémentaires que nous serons amenés à publier pour toujours avoir un MEMENTO à jour.

Les Fédérations et Sections peuvent commander des MEMENTOS supplémentaires au prix de 0,25 NF l'exemplaire.

### CONFÉRENCE NATIONALE-PRESSE

Au cours de sa réunion du 10 septembre, le Comité politique national a entériné la décision du Bureau national prise en juillet dernier de convoquer pour les 15 et 16 octobre prochains à Paris, les responsables-presse des fédérations, autour de la rédaction et de l'administration du journal pour échanger leurs points de vue sur son contenu et sa diffusion. Que chaque section mette, dans le courant du mois qui vient, la question du journal à l'ordre du jour d'une de ses réunions et fasse parvenir au responsable fédéral les critiques et suggestions de façon à ce qu'elles soient discutées par tous au cours de cette première conférence nationale.

Dans quelques jours nous adresserons en même temps que l'ordre du jour détaillé, les consignes pratiques et les billets de congrès.

# CONTRE L'IMMOBILISME DE DE GAULLE

## Action concertée POUR LA PAIX EN ALGERIE

*Le comité politique national du Parti Socialiste Unifié a adopté le 11 Septembre la résolution suivante :*

**D**ÉPUIS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU 5 SEPTEMBRE, LA CONFIANCE DONT BÉNÉFICIAIT LE GÉNÉRAL DE GAULLE, A ÉTÉ LARGEMENT ENTAMÉE. CE QUE, SANS CRAINTE D'ALLER PARFOIS CONTRE LE COURANT, NOUS N'AVONS CESSÉ D'AFFIRMER DEPUIS DES MOIS, APPARAÎT AUJOURD'HUI AUX YEUX D'UN NOMBRE GRANDISSANT DE FRANÇAIS : LE GÉNÉRAL QUI PORTE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉCHEC DE MELUN, N'ENTEND NI OUVRIR UNE VÉRITABLE NÉGOCIATION, NI LAISSER LE PEUPLE ALGÉRIEN DÉCIDER LIBREMENT DE SON SORT. IL VEUT IMPOSER UNE SOLUTION QU'IL A DÉTERMINÉE DE SA PROPRE AUTORITÉ. CETTE SOLUTION N'ÉTANT PAS SUSCEPTIBLE D'ÊTRE ACCEPTÉE PAR LA MAJORITÉ DE LA POPULATION ALGÉRIENNE, IL N'A FINALEMENT D'AUTRE RESSOURCE QUE DE POURSUIVRE LA GUERRE.

**M**AIS COMME JADIS EN INDOCHINE, LA PROLONGATION DE LA GUERRE ENTRAÎNE INÉVITABLEMENT LA MENACE DE SON EXTENSION. ET COMME JADIS EN INDOCHINE L'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT NE SERA ÉVITÉE QUE PAR UNE CERTAINE INTERNATIONALISATION DE SA SOLUTION.

**D**EVANT L'ATTITUDE NÉGATIVE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, UN GRAND NOMBRE DE PAYS SE DISPOSENT À DONNER UNE AIDE PLUS IMPORTANTE AUX COMBATTANTS ALGÉRIENS, CEPENDANT QUE TOUTES LES NATIONS S'INQUIÈTENT DE VOIR LA FRANCE S'ENFONCER D'AVANTAGE DANS L'IMPASSE. L'IDÉE QUE LES GARANTIES DE L'AUTODÉTERMINATION NE PEUVENT ÊTRE DESORMAIS QUE DES GARANTIES INTERNATIONALES, GAGNE DU TERRAIN NOTAMMENT À L'O.N.U. LE GÉNÉRAL DE GAULLE RÉAGIT DEVANT CETTE ÉVOLUTION EN PRONONÇANT LES DISCOURS QUI FONT APPEL AU PLUS ÉTROIT ET AU PLUS MESQUIN CHAUVINISME ET QUI N'EXPRIMENT EN DÉFINITIVE QU'UN SENTIMENT D'IMPUISANCE. LA POLITIQUE DE LA GRANDEUR ABOUTIT EN FAIT À LA FAIBLESSE ET À L'ISOLEMENT.

**C**'EST À L'ENSEMBLE DES FORCES OUVRIÈRES ET DÉMOCRATIQUES QU'IL APPARTIENT DE FAIRE LA DÉMONSTRATION QUE CETTE POLITIQUE N'EST PAS CELLE DU PEUPLE FRANÇAIS. QUELLES QUE SOIENT LES OPPOSITIONS ET LES DIVERGENCES, UN IMMENSE EFFORT DOIT ÊTRE ENTREPRIS POUR PARVENIR À UNE ACTION CONCERTÉE DE GRANDE AMPLÉUR EN FAVEUR DE LA PAIX. L'IDÉE QUE CETTE PAIX POURRAIT ÊTRE PRÉCÉDÉE D'UNE TRÊVE AYANT ÉTÉ LANCÉE, LE COMITÉ POLITIQUE INSISTE SUR LE FAIT QU'UNE TELLE TRÊVE — COMPORTANT L'ARRÊT IMMÉDIAT DES ATTENTATS, DES OPÉRATIONS MILITAIRES ET DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX — NE SAURAIT AVOIR DE SIGNIFICATION QUE SI ELLE EST LIÉE PAR UN ENGAGEMENT IMMÉDIAT DE NÉGOCIATION ET CONCRÉTISÉE PAR UN CONTRÔLE INTERNATIONAL.

**L**E PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ QUI SOUTIENDE LES INITIATIVES DU CENTRE DE COORDINATION PLEYEL, QUI A APPROUVÉ LES CONCLUSIONS DU COLLOQUE DE ROYAUMONT, QUI A RÉPONDU À L'IMPORTANTÉ INITIATIVE DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS ET DONNE SON AVIS SUR LE PROJET QUI LUI ÉTAIT PROPOSÉ : LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ PRENDRA CONTACT AVEC LES DIFFÉRENTS PARTIS, SYNDICATS, COMITÉS, ET ORGANISATIONS POPULAIRES QUI SE SONT PRONONCÉS EN FAVEUR D'UNE PAIX NÉGOCIÉE AFIN D'ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION POUR LES MOIS QUI VIENNENT. IL DEMANDE DES MAINTENANT À SES MILITANTS D'ORGANISER LOCALEMENT L'ACTION AU SEIN DES COMITÉS ET CARTELS AMIS, ET D'ENTREPRENDRE UNE CAMPAGNE CONTRE TOUT ABAISSEMENT ÉVENTUEL DE L'ÂGE D'INCORPORATION.

**L**ES LUTTES QUI VONT S'ENGAGER DOIVENT SE SITUER RAPIDEMENT À UN NIVEAU BEAUCOUP PLUS ÉLEVÉ QUE CELUI ATTEINT PAR LES CAMPAGNES PRÉCÉDENTES. PARTICULIÈREMENT IMPORTANTES SONT LES RÉACTIONS QUI S'AFFIRMENT DANS LA JEUNESSE, QU'IL S'AGISSE DE L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE AUX RÉSEAUX ULTRAS DANS L'ARMÉE OU DES RÉFUS DE PARTICIPER AUX OPÉRATIONS DE GUERRE ET DE RÉPRESSION. LE P.S.U. APPUIE TOUTES LES FORMES D'ACTION AIDANT À LA GÉNÉRALISATION DE LA LUTTE, ÉTANT ENTENDU QU'L'OBJECTIF FONDAMENTAL EST L'ORGANISATION DE VÉRITABLES MANIFESTATIONS DE MASSE.

**L**ES BATAILLES POLITIQUES QUI SONT DEVANT NOUS SERONT DES BATAILLES PARTICULIÈREMENT DURES. L'HEURE EST AU COURAGE LUCIDE, AU COMBAT MÉTHODIQUE ET DISCIPLINE QUI PEUT SEUL CONDUIRE AU RENVERSEMENT D'UNE SITUATION DÉSASTREUSE POUR LES INTÉRÊTS DE NOTRE PEUPLE COMME POUR NOTRE HONNEUR.